

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2130

Edition du
08 août 2016

DANS CE NUMÉRO

Démocratie: il y a référendum et référendum (Jean-Daniel Delley)

D'un pays à l'autre, le vote populaire recouvre des réalités variables et changeantes - sauf en Suisse où il est institutionnalisé

Wir Selbsterfinder / A la découverte de nous-mêmes (Alain Berset)

[Allocution du conseiller fédéral Alain Berset](#) à l'occasion de l'inauguration de l'extension du Musée national de Zurich le 29 juillet 2016

La guerre des langues aura-t-elle lieu? (Jean-Daniel Delley)

Privilégier la pédagogie et les moyens à mettre en œuvre plutôt que les préjugés et les rigidités normatives

La Collection d'art Nestlé au Musée Jenisch à Vevey (Pierre Jeanneret)

Origines et horizon. La Collection d'art Nestlé, Musée Jenisch, Vevey, jusqu'au 2 octobre 2016

Démocratie: il y a référendum et référendum

D'un pays à l'autre, le vote populaire recouvre des réalités variables et changeantes - sauf en Suisse où il est institutionnalisé

Jean-Daniel Delley - 30 juillet 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29684>

Le récent scrutin sur le futur des relations entre le Royaume-Uni et l'Europe a ravivé le débat sur la qualité démocratique du référendum.

Instrument inapte à la résolution des problèmes complexes auxquels sont confrontées nos sociétés, porte ouverte à tous les populismes, pour les uns, le référendum soulève l'enthousiasme des souverainistes de tous poils, pressés de court-circuiter des élites qui trahiraient la volonté populaire au travers des institutions représentatives.

Encore faut-il s'entendre sur les modalités et les conditions d'exercice de l'instrument référendaire.

Le référendum plus ou moins plébiscitaire

Dans les démocraties parlementaires, le recours au peuple par voie référendaire reste exceptionnel. La quasi-totalité de l'activité étatique relève de la compétence des pouvoirs législatif et exécutif.

En règle générale, la décision d'organiser un référendum appartient au gouvernement. Ce dernier reste maître du moment du scrutin comme de la formulation de la question. C'est dire que le référendum se prête à de multiples stratégies sans rapport étroit avec le

souci d'une participation démocratique.

En France, lorsqu'en [1969](#) le président de la République décide de soumettre au référendum la réforme du Sénat et son projet de régionalisation, il tente de surmonter l'opposition des notables et des partis en recourant directement au peuple. La victoire du non conduira à la démission de De Gaulle. Plus que l'objet soumis au suffrage populaire, c'est la légitimité du président qui était en jeu. Le référendum glisse vers le plébiscite.

De même le refus de la Constitution européenne en [2005](#) visait tout autant, si ce n'est plus, le président Chirac que le texte lui-même et ses 260 pages.

On sait que le référendum promis par David Cameron visait d'abord à rallier les eurosceptiques de son parti avant les élections parlementaires. Une manœuvre politicienne, comme celle pratiquée par Harold Wilson en 1975 face à la division des travaillistes. En 2015, Alexis Tsipras soumet au peuple grec le projet d'accord proposé par la troïka sans se gêner d'en recommander le rejet, un non, précise-t-il, qui signifiera un oui à l'Europe et à l'euro. En réalité, une tentative de

renforcer son pouvoir de négociation en interprétant *a priori* le résultat des discussions.

Quant aux partisans d'un recours plus fréquent au référendum, à l'extrême gauche comme dans les rangs de la droite nationaliste, ils se gardent bien d'évoquer l'arbitrage populaire sur les sujets où ils se savent d'avance perdants.

Bref, le référendum n'est qu'une expression démocratique *self-service*, l'invitation faite au peuple dépendant du bon vouloir des pouvoirs en place qui en définissent seuls les modalités.

L'exception helvétique

Sceptiques et enthousiastes de la démocratie référendaire s'accordent pourtant à reconnaître la validité de l'expérience helvétique en la matière. Les premiers y voient un cas particulier qu'expliquent une longue histoire et la dimension restreinte du pays. Pour les seconds, au contraire, c'est un exemple à suivre.

Or, entre le référendum pratiqué en Europe et celui que connaît la Suisse, seul le terme est commun.

Le premier représente un droit de décision concédé

épisodiquement au peuple par le pouvoir exécutif. Le second constitue un droit ancré dans la Constitution qui permet au peuple de se prononcer sur une loi adoptée par le Parlement. L'exercice de ce droit ne dépend pas de la bonne volonté d'une autorité, mais de l'engagement d'au moins 50'000 citoyens qui en font la demande. Et la loi contestée n'est pas soudainement proposée au suffrage populaire. Elle a suivi un long parcours, de projet en consultation puis délibération et vote parlementaire, et donné lieu à de nombreux débats dans les médias.

Historiquement, l'institution est apparue d'abord dans certains cantons, en réaction à l'arrogance du pouvoir radical alors dominant. [Andreas Gross](#), par exemple, montre comment

les droits populaires se sont imposés à Zurich en 1869 à l'occasion d'une révision totale de la Constitution cantonale obtenue sous la pression du mouvement démocrate. Cinq ans plus tard, le référendum législatif sera adopté au niveau fédéral. Cet instrument, qui permet de désavouer ponctuellement le travail du Parlement, a rapidement permis aux partis sous-représentés à cause du scrutin majoritaire de manifester leur force.

Le référendum, formellement situé après l'adoption d'une loi, a progressivement déployé ses effets en amont et tout au long du processus législatif: partis et groupes de pression en invoquent promptement la menace pour promouvoir leur cause. Dès lors, gouvernement et Parlement n'ont plus les mains libres pour appliquer

leur volonté jusqu'aux prochaines élections, comme dans une démocratie purement représentative, mais doivent constamment s'efforcer d'élaborer des solutions susceptibles de rencontrer le soutien d'une majorité populaire. C'est aussi pourquoi la Suisse, démocratie de concordance, ne pratique pas l'alternance entre majorité et opposition.

On ne sait si ce mécanisme, qui met le travail des élus sous contrôle populaire permanent, est exportable. Il paraît en tous cas peu compatible avec les régimes politiques bipolarisés et à scrutin majoritaire: le référendum y deviendrait à coup sûr une arme pour combattre la majorité et non le moyen de débattre et de trancher sur un objet spécifique.

Wir Selbsterfinder / A la découverte de nous-mêmes

[Allocution du conseiller fédéral Alain Berset](#) à l'occasion de l'inauguration de l'extension du Musée national de Zurich le 29 juillet 2016

Alain Berset - 08 août 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29700>

Wenn ich meine Anreise vergleiche mit der Ankunft des Bundesrats zur Eröffnung des Landesmuseum 1898 – dann werde ich schon etwas nostalgisch... Ich zitiere aus einer zeitgenössischen Schilderung:

«Der Extrazug des Bundesrates fuhr reichgeschmückt in die

Halle ein. Kanonenschüsse erdröhnten vom Polytechnikum herüber. Von brausendem Freudenzuruf empfangen, bestiegen die Mitglieder des Bundesrates die bereitstehenden Fuhrwerke.»

Und weiter schildert der Chronist das – dreitägige! – Festprogramm. Am ersten Tag:

Aufführung im Stadttheater, Fackelzug der Studierenden beider Hochschulen zu Ehren des Bundesrats, Festzug zum Bankett in der Tonhalle. Am nächsten Tag Rundfahrt auf dem See, Abendfest in der Tonhalle mit Villen- und Uferbeleuchtung. Und schliesslich noch ein Waldfest für die Ehrengäste im

Dolderpark...

Ich stelle fest: wer zu spät in den Bundesrat kommt, den bestraft der Lebensstil.

Mehr als ein Anbau – eine Brücke in die Zukunft

Wir feiern die Erweiterung des [Landesmuseums](#) am Vorabend des 1. Augusts. Wir feiern damit unsere Vergangenheit und zugleich unsere Zukunft. Auf beides verweist auch der Anbau von [Christ & Gantenbein](#). Ein Anbau? Mehr als das: nämlich eine Weiterentwicklung, die eine Brücke schlägt – vom historistischen Altbau, dem Märchenschloss von Gull aus dem Jahr 1898, in die Gegenwart. Alt- und Neubau bilden ein Ensemble – sowohl architektonisch als auch stadträumlich. Kurz: das Landesmuseum hat sich mit diesem Anbau partiell selber neu erfunden.

Und dass die erste Ausstellung sich «*Europa in der Renaissance*» widmet, passt perfekt. Denn die Renaissance war ja weit mehr als die Wiederentdeckung des antiken Erbes – sie war ein kreativer Aus- und Aufbruch, von der Wissenschaft bis zur Kunst. Der Blick zurück war gleichzeitig ein Blick nach vorne.

Der Anbau steht für jene Zukunftsdimension, die auch die Schweiz braucht. Eine selbstbewusste, aber respektvolle Erweiterung unseres

Selbstverständnisses täte uns

jedenfalls gut. Gerade heute! Denn der Zeitgeist ist auch hierzulande eher geprägt von Rückbesinnung, Zukunftsangst und Besitzstandwahrung. Und das in einer Zeit, in der digitale Revolution alle Grenzen zu sprengen scheint und sich ungeahnte Möglichkeiten offenbaren.

Hoch polarisiert und tief gespalten

Wir erleben momentan in vielen Gesellschaften ein ähnliches Phänomen: sie sind hoch polarisiert und tief gespalten – von unseren Nachbarländern Österreich und Frankreich bis hin zu den USA. Die Gründe reichen von der Wirtschaftskrise über die Migrationspolitik bis hin zur grassierenden Terrorangst.

Wer im Brexit nur ein Votum über die EU sieht, verkennt die Realität. Es ging dabei vor allem um die Globalisierung und ihre Konsequenzen: die wachsende Ungleichheit und ein Gefühl des Heimatverlustes bei vielen Menschen, vor allem bei den weniger Privilegierten.

Die Schweiz ist kein gespaltenes Land

Unser Land steht vor ähnlichen Herausforderungen: auch in unserem Land verunsichern Einwanderung, Globalisierung und Europäisierung viele Menschen. Auch hierzulande wird der Verlust von Heimatgefühl und Selbstbestimmung beklagt. Auch bei uns wird der Arbeitsmarkt härter und volatil. Auch wir müssen die

Sozialwerke dem demographischen Wandel anpassen – und zwar auf eine ausgewogene und faire Art und Weise, wie das der Bundesrat mit der Rentenreform anstrebt.

Trotz all dem: wir sind kein gespaltenes Land. Natürlich läuft auch in der Schweiz die Konfliktlinie viel stärker zwischen Öffnung und Abgrenzung als noch vor wenigen Jahren. Aber wir haben einen entscheidenden Vorteil: unsere Identität steckt in unseren Institutionen und in unseren politischen Prozessen.

Wir haben keine Hauptstadt, die alles über einen Kamm schert. Wir haben weder eine gemeinsame Sprache noch eine gemeinsame Religion.

Notre plurilinguisme est essentiel

Notre diversité fait que ce n'est pas toujours la même majorité qui prend le pas sur la même minorité. Dans chaque dossier, il y a une autre majorité et une autre minorité.

La Suisse est un pays qui s'engage activement pour trouver des compromis. Dans chaque dossier, elle demande à tous les acteurs de faire un pas vers les autres, ce qui peut parfois générer des insatisfactions. Mais le consensus est à ce prix.

La Suisse de la diversité se réinvente sans cesse. Grâce à sa culture du débat – débats souvent nourris – qu'elle doit continuer à cultiver.

Le seul danger pour notre pays

serait un désintéret pour la politique et un repli sur la sphère privée. Et cela, en étant conscient que la sphère privée n'a jamais été aussi publique – réseaux sociaux obligent.

Un débat n'est possible que lorsque l'on se comprend vraiment. Linguistiquement, bien sûr, mais aussi culturellement.

Il faut savoir dépasser les clichés. Même si la Suisse a une longue tradition en la matière. Tout le monde sait bien que la Suisse, ce sont de l'or, des montres et du chocolat!

Le souci avec les clichés, c'est qu'il y a toujours un peu de vrai, mais aussi beaucoup de faux. Et comme pour les montres, c'est là que commencent les complications.

Identität stabil, solange wir in Bewegung bleiben

In unserem mehrsprachigen Land ist die Frage, ob man sich gegenseitig wirklich – und nicht nur oberflächlich – versteht, von eminenter staatspolitischer Bedeutung. Entsprechend ernsthaft muss die Sprachdebatte geführt werden. Wohl gemerkt: der Bundesrat wird sich ganz gewiss nicht in pädagogische, didaktische oder organisatorische Belange einmischen. Er wird allenfalls intervenieren – und auch das nur subsidiär – um die Harmonisierung der obligatorischen Schule zu gewährleisten. Um damit den Verfassungsauftrag

umzusetzen und so die Lösung zu retten, auf die sich die Kantone selber geeinigt haben. Nicht mehr, aber auch nicht weniger.

Eine gespaltene Gesellschaft lässt sich nur verhindern, wenn wir uns aktiv für unsere gemeinsame nationale Identität engagieren. Wie fragte doch der Schriftsteller Carl Spitteler in seiner berühmten Rede von 1914 über die Entfremdung von Deutschschweiz und Romandie rhetorisch: *«Ja, was ist denn eigentlich vorgefallen? Nichts ist vorgefallen. Man hat sich einfach gehen lassen.»*

Genau das ist der Punkt: Es muss nichts geschehen, damit etwas mit uns geschieht.

Unsere Identität bleibt nur stabil, solange wir in Bewegung bleiben, uns für sie auch engagieren. Unsere politische Kultur – in der fast alles verhandelbar ist und die paradoxerweise zu grosser Stabilität führt – hat eine unverhandelbare Voraussetzung: nämlich, dass wir uns gegenseitig ernst nehmen. Dass wir mit den anderen auf Augenhöhe kommunizieren – ohne Arroganz und ohne Anbiederung. Dass wir immer wieder versuchen, uns ins Gegenüber einzufühlen, in dessen Welt- und Schweiz-Sicht.

Zudem darf nicht vergessen werden, dass das Beherrschen der Landessprachen die Mobilität für Familien erleichtert und auch wirtschaftliche Vorteile bietet:

Studien zeigen, dass in unseren KMU eine zweite Landessprache sogar wichtiger ist als die globale Geschäftssprache Englisch; und von den rund 500 Millionen Bewohnern der EU sprechen rund 220 Millionen eine unserer Landessprachen.

Gewiss: Das Erlernen einer Landessprache ist mit Arbeit verbunden. Französisch zu lernen sei halt einfach nicht so sexy, hat mir kürzlich ein Deutschschweizer gestanden. Dasselbe würden wohl auch viele französischsprachige Bürgerinnen und Bürger über die deutsche Sprache sagen.

Viele Romands empfinden das Deutsche etwa so wie Mark Twain, der einst klagte:

«Manche deutschen Wörter sind so lang, dass sie perspektivisch wirken. Es sind keine Wörter, es sind alphabetische Prozessionen.»

Diese Prozessionen erlebe ich in meinem Alltag als Bundesrat täglich: von der Aktenverwaltungsbeschwerde bis zu den Zirkularverfahrensrichtlinien. Ich bin schon dankbar, wenn ich es für einmal nur mit der Präimplantationsdiagnostik und dem Ilturgütertransfergesetz zu tun habe – und nicht mit der Kulturbotschaftsvernehmlassungseröffnungsvorlage...

Im Ernst: wenn wir uns nicht mehr verstehen, dann steht unsere Identität und damit unsere Kohäsion auf dem Spiel. Je schwächer unsere gemeinsame Kultur, desto abwehrender reagieren wir auf

schnellen Wandel und Einflüsse von aussen. Das wäre auch im Hinblick auf unser Verhältnis zu Europa problematisch. Denn hier sind Pragmatismus und Weitblick gefragt. Die enge wirtschaftliche Verflechtung mit unseren Nachbarn war schon lange vor der EU eine Bedingung für unseren Wohlstand. Sie ist es heute – und sie bleibt es auch in Zukunft. Dasselbe lässt sich auch über unsere kulturelle Verflochtenheit mit unserem Nachbarn sagen.

Unsichere Identität als Startvorteil im 21. Jahrhundert

Unsere vielleicht grösste Stärke ist – paradoxerweise – unsere unsichere Identität. Denn sie macht uns zu Selbsterfinderinnen und Selbsterfindern. Und das verschafft uns einen grossen Startvorteil in einem Europa, in dem sich sämtliche Länder für das 21. Jahrhundert neu erfinden müssen. Sei es aus politischen Gründen, wie die Briten und die EU nach dem Brexit. Sei es aus wirtschaftlichen Gründen – nach der Banken- und Schuldenkrise. Oder aus demographischen Gründen – denn eine alternde Gesellschaft muss fundamental über sich nachdenken, um innovationsstark und damit wettbewerbsfähig zu bleiben.

Wir müssen wieder mit mehr Engagement über unsere möglichen Zukünfte

debattieren. Im 21. Jahrhundert – in einer multipolaren, volatilen Welt-Unordnung – gilt dies noch mehr als im 20. Jahrhundert: wir brauchen, gerade als eher kleinerer Staat, intelligente Strategien. Wir müssen – wie es ja auch unsere erfolgreiche Wirtschaft tut – in Szenarien und Optionen denken; dies natürlich, ohne dabei unsere Identität und unsere Institutionen zu gefährden. Kurz: nicht nur unsere dynamische Identität, sondern auch das Denken in Szenarien stärkt unsere Position in einer Welt im raschen Wandel.

In unser Fundament investieren

Wer sich lediglich zum Patriotismus bekennt, hat noch nichts für den Zusammenhalt der Schweiz getan, auf dem der Erfolg unseres Landes wesentlich beruht. Wer allein auf Abgrenzung beharrt, der muss sich bewusst sein, dass dies auch innenpolitisch zu einer Verhärtung führen kann, zu einer konfliktträchtigeren und weniger freiheitlichen Schweiz; und ob ein wirtschaftlicher Alleingang unseres Landes die Schwachen stärken würde, darf zumindest bezweifelt werden.

Die Grundlagen unserer Gesellschaft – Gerechtigkeit, Fairness, Solidarität, Ausgleich – sie sind nicht einfach da. Diese Fundamente der Schweiz sind nur dann stabil, wenn wir

in sie investieren. Gewiss: die Schweiz ist ein weltoffenes Land. Aber diese Weltoffenheit hat Voraussetzungen: nämlich soziale Sicherheit und intakte Lebenschancen für alle. Darum müssen wir den gesellschaftlichen Vertrag so ausgestalten, dass auch die Schwächeren von den Vorzügen der internationalen wirtschaftlichen Verflechtung profitieren.

Die Schweiz darf nicht zu einer 50:50-Gesellschaft werden. Also zu einer Gesellschaft, in der das gegenseitige Misstrauen jede vernünftige Debatte verunmöglicht und jeden Kompromiss schon im Ansatz erstickt.

Spätestens mit dem Brexit ist klar geworden: zwischen Kapitalismus und Demokratie besteht im Zeitalter der Globalisierung eine starke Spannung. Als globalisiertestes und gleichzeitig demokratischstes Land haben wir jedoch gute Chancen, diese Spannungen zu überwinden.

Denn wir wissen: unsere kulturelle Vielfalt, die direkte Demokratie und der Föderalismus funktionieren nur, solange der soziale und regionale Ausgleich gewährleistet bleibt.

Das ist der Kern unseres Erfolges: Wir nehmen alle mit.

Es kann nicht zwei Schweizen geben.

Es gibt nur eine Schweiz.

La guerre des langues aura-t-elle lieu?

Privilégier la pédagogie et les moyens à mettre en œuvre plutôt que les préjugés et les rigidités normatives

Jean-Daniel Delley - 06 août 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29694>

Faut-il à tout prix imposer l'apprentissage de deux langues en plus de la langue officielle dès le niveau primaire, ou plutôt mettre l'accent sur des objectifs à atteindre à la fin de la scolarité obligatoire?

Dans ce débat, on néglige trop souvent d'évoquer la pédagogie et les moyens à mettre en œuvre ainsi que la sélection sociale résultant de l'apprentissage précoce des langues.

Face à l'inertie de certains cantons et au vent de révolte soufflant un peu partout en Suisse alémanique, le Conseil fédéral envisage de réviser la [loi fédérale sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques](#). Il fait ainsi usage de la compétence d'harmonisation en matière d'instruction publique que lui confère la Constitution fédérale ([art. 62](#)) en cas de défaut des cantons. Car ces derniers peinent à appliquer la [stratégie](#) adoptée en 2004 déjà par la Conférence des directeurs de l'instruction publique en matière d'enseignement des langues.

Tout commence bien pourtant. En 2006, le peuple et les cantons approuvent à une très large majorité les nouveaux articles constitutionnels sur la formation, institutionnalisant

un «*espace suisse de formation*» homogène. En 2009 entre en vigueur le concordat intercantonal [Harmos](#) qui concrétise l'objectif d'harmonisation, en particulier pour l'enseignement des langues. Quinze cantons y adhèrent.

Mais Zurich, suivi par ses voisins immédiats, a décidé avant 2006 déjà de faire cavalier seul et de privilégier l'enseignement précoce de l'anglais. Trois cantons - Argovie, Appenzell Rhodes-Intérieures et Uri - n'ont toujours pas adapté leurs plans d'étude au concordat.

Et surtout, depuis quelques années, la contestation enfle contre Harmos et l'obligation d'apprendre deux langues étrangères au degré primaire: surcharge des élèves et inefficacité, soutiennent les adversaires de l'harmonisation. Dans plusieurs cantons alémaniques, des initiatives préconisent de repousser l'apprentissage du français au niveau secondaire; à Glaris, la décision est déjà prise.

L'intervention bien tardive de la Confédération va-t-elle contribuer à l'alignement des cantons récalcitrants? Ou au contraire, plonger le pays dans un débat qui tiendra plus de la foire d'empoigne symbolique - cohésion nationale contre souveraineté cantonale - et

ignorera les exigences pédagogiques de l'apprentissage des langues? Et offrir à l'UDC une nouvelle occasion de se profiler, elle qu'on trouve partout au front de la contestation de l'harmonisation et qui préconise même l'usage exclusif du *Schwyzerdütsch* dans les deux premières années de l'école obligatoire.

[Rudolf Strahm](#) constate le désaccord des experts, les uns privilégiant la précocité, les autres l'intensité de l'apprentissage.

Le canton de Thurgovie a choisi la deuxième voie. Il abandonne l'enseignement précoce du français à raison de deux heures par semaine - au profit de 4 à 5 heures hebdomadaires au niveau secondaire et d'une formation spécifique des enseignants. Alors, pourquoi ne pas abandonner temporairement les prescriptions rigides d'Harmos en matière linguistique au profit d'une période d'expérimentation sérieusement évaluée?

Strahm note également que l'enseignement précoce des langues étrangères contribue à défavoriser les élèves issus des milieux peu formés et particulièrement les enfants de migrants - environ un tiers des effectifs scolaires en Suisse alémanique - pour qui

l'allemand n'est déjà pas la langue maternelle.

Raison de plus pour centrer le

débat sur les conditions pédagogiques de cet apprentissage et les moyens à dégager pour qu'à la fin de la scolarité obligatoire tous les

élèves disposent de compétences suffisantes dans une deuxième langue nationale et une langue étrangère.

La Collection d'art Nestlé au Musée Jenisch à Vevey

Origines et horizon. La Collection d'art Nestlé, Musée Jenisch, Vevey, jusqu'au 2 octobre 2016

Pierre Jeanneret - 26 juillet 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29680>

L'entreprise Nestlé fête les 150 ans de sa création. Nous ne reviendrons pas dans ce papier sur les débats et controverses qui ont pu émailler l'existence de cette multinationale géante.

Concentrons-nous sur [l'exposition](#) qui permet de faire la connaissance d'une collection d'art méconnue, pour ne pas dire inconnue du public. Celle-ci, née à la fin des années 50, a donc un peu plus d'un demi-siècle.

Elle est intimement liée à la construction du bâtiment administratif résolument moderne qui abrite la direction de Nestlé. Il concourt aujourd'hui au prestige de la ville de Vevey, et à celui de son concepteur le grand architecte Jean Tschumi (1904-1962). Celui-ci, en effet, avait la ferme volonté de faire dialoguer les œuvres d'art avec l'architecture.

Un aspect particulièrement intéressant de l'exposition est d'ailleurs la présentation des dessins et esquisses préparatoires de Tschumi pour

son édifice de béton et de verre posé sur des piliers, où l'on reconnaît l'influence de Le Corbusier. Ces documents de travail montrent bien la place que l'architecte voulait faire aux œuvres d'art dans les espaces intérieurs de En Bergère. Des commandes précises avaient alors été adressées à des artistes comme Hans Erni ou Jean Lurçat.

C'est ainsi qu'est née la collection. Celle-ci, à ce jour, reste certes relativement modeste, puisqu'elle ne compte que 300 œuvres, en regard des 30'000 d'UBS ou des 3'000 de la BCV. Mais son intérêt est d'être fortement axée sur l'art contemporain.

Sans doute y verra-t-on un très beau crépuscule d'Edouard Marcel Sandoz, surtout connu comme sculpteur animalier. Sans oublier quelques œuvres anciennes de Tintoretto, Tiepolo ou Delacroix, ni un choix d'admirables tableaux lacustres et alpins de Hodler.

Mais l'essentiel est constitué de pièces qui illustrent la

création de ces dernières décennies. La collection va augmenter en volume au cours des années, selon les choix successifs de ses dirigeants, d'où son caractère un peu hétéroclite. Il faut souligner enfin le partenariat étroit qui s'est instauré dès 1994 avec le Musée Jenisch. Par là même, et un peu paradoxalement, la collection de ce *holding* mondial qu'est Nestlé s'inscrit fortement dans le tissu local veveysan.

Il ne saurait être question ici de faire une présentation exhaustive des œuvres exposées. Mentionnons subjectivement quelques pièces qui nous ont frappés. Le *Pandémonium agréable et silencieux* de Jean Tinguely (1989) est un bel exemple des toiles expressives et colorées de l'artiste fribourgeois. *Stabile Form* d'Alexander Calder (1963) fut conçu pour occuper les espaces lumineux d'En Bergère.

On remarquera aussi les lavis à l'encre de Chine de Tal Coat, inspirés par la calligraphie

extrême-orientale. Le Pop Art est présent avec la *Marilyn* de Markus Raetz. Quant aux broderies d'Alighiero Boetti, elles résultent d'une collaboration avec des couturières afghanes, puis pakistanaises dès l'occupation soviétique de 1979. L'art géométrique a aussi sa place, avec la composition sereine de rectangles de couleurs par Jean-Luc Manz.

Mentionnons enfin des œuvres qui ont un rapport indirect avec Nestlé. Ainsi l'artiste d'Abidjan, Félix Bruly Bouabré, représente de manière naïve la saga du cacao, en insistant sur les bienfaits de sa culture pour le pays...

Mais d'autres œuvres encore séduiront certainement les

visiteurs. Et pour celles et ceux qui ne connaîtraient pas le Musée Jenisch de Vevey, rappelons que celui-ci comporte aussi une collection permanente, modeste mais de qualité, et surtout un remarquable ensemble d'œuvres d'Oskar Kokoschka, qui vécut longtemps sur la Riviera vaudoise. Un but d'excursion ou une halte culturelle pour l'été!

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Démocratie: il y a référendum et référendum

https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9f%C3%A9rendum_sur_la_r%C3%A9forme_du_S%C3%A9nat_et_la_r%C3%A9gionalisation

https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9f%C3%A9rendum_fran%C3%A7ais_sur_le_trait%C3%A9_de_Lisbonne

<http://www.andigross.ch/html/site992.htm>

Wir Selbsterfinder / A la découverte de nous-mêmes

<http://www.nationalmuseum.ch/f/zuerich/>

<http://www.christganteben.com/index.php/main/office>

La guerre des langues aura-t-elle lieu?

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20062545/index.html>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a62>

http://edudoc.ch/record/30009/files/sprachen_f.pdf

http://edudoc.ch/record/24710/files/HarmoS_f.pdf

<http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/symbolstreit-der-politiker/story/25295305>

La Collection d'art Nestlé au Musée Jenisch à Vevey

http://www.museejenisch.ch/fre/exposition/origines_et_horizon_la_collection_d_art_nestle